

Sujet : [INTERNET] Dossier WAREMBOURG à STEENWERCK

De : <info@topograff.com>

Date : 04/10/2020 22:30

Pour : <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Madame la commissaire enquêtrice ,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un courrier contenant les observations que j'entends formuler dans le cadre de l'enquête publique suite à la demande de la SARL Warembourg.

Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous porterez à la présente et de la prise en considération des observations qui y sont portées dans l'élaboration de votre avis .

Cordialement,

Jean-Yves KNAFF

15 rue de Bac St Maur

59181 STENNWERCK

—Pièces jointes :—

Dossier WAREMBOURG _JYK.pdf

30 octets

Dossier SAZRL Warembourg à STEENWERCK
Agrandissement d'un élevage avicole de 117600 emplacements

A l'attention de Madame Pierrette MAILLARD, en sa qualité de commissaire-enquêtrice

Lettre transmise par email à l'adresse : pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Je m'appelle Jean-Yves KNAFF et ma résidence principale est au 15 rue de Bac saint Maur à La Croix du Bac. Cela la situe face au futur projet de cette ferme industrielle et à une distance inférieure à 300 m.

Il me paraît essentiel d'exprimer ici mon profond désaccord quant à ce projet.

Ce dernier est en effet aux antipodes de la direction écologique qu'il nous faut suivre dès à présent.

Il ne s'inscrit dans aucune notion de respect des valeurs que les récents événements ont fini de nous démontrer : respect de notre environnement, respect de la santé publique, respect du bien-être animal, pour ne citer qu'eux.

Il ne répond qu'à une logique productiviste à grande échelle.

Ce projet tente de respecter les réglementations actuelles (qui seront un jour amenés à changer sur ce type d'élevage). Ce que ne démontrerait d'ailleurs pas vraiment, le dossier de demande de d'autorisation des installations classées pour la protection de l'environnement et ce même dans sa version de février 2020 sensé répondre à l'avis émis par la MRAe.

En revanche ce qui est attendu lors de la mise en production du futur site, ce sont les nuisances dont il est impossible à ce jour d'en démontrer « l'acceptabilité » des personnes vivants à proximité, et dont je fais partie, tant sur le plan de la santé que sur celui des « agressions » au quotidien (bruits, odeurs, ...).

Et que dire des conditions de vie et d'élevage des poussins qui grandiront à 21 individus par mètre carré sans n'avoir jamais foulé d'autre sol que leur litière sur dalle béton ...

Tout d'abord le dossier situe la future exploitation sur la commune de Steenwerck qui, si cela est géographiquement exact, minimise l'existence des habitations et habitants de la Croix du Bac pourtant à proximité immédiate des bâtiments d'élevage, ainsi qu'une école maternelle, une école primaire et une médiathèque.

Je précise que l'école du Tilleul (au moins pour sa partie d'enseignement primaire et sa cantine) ne se situe pas à 332 m de l'exploitation comme indiqué dans le tableau n° 26 page n° 60 mais bien à moins de 300 m de cette dernière.

Beaucoup du dossier de demande d'autorisation, y compris dans sa dernière version de février 2020, est à l'image de ce « flou » créée dès les premières pages. Ce dernier occulte très souvent les problèmes liés à une telle exploitation et par conséquent les solutions (si elles existent), c'est du moins le sentiment général qui s'en dégage à sa lecture.

Ainsi dans son avis du 14 juin 2019 la MRAe :

- Page 7 « *L'autorité environnementale recommande d'analyser les impacts cumulés du projet avec l'ensemble de ceux des élevages déjà présents sur le secteur, et que ceux-ci soient pris en compte* »
 - Dans sa réponse de la SARL évoque : « *Aucune donnée n'est néanmoins disponible sur la gestion des effluents dans ces élevage, ni sur les quantités d'émissions dans l'air des différents polluants.* »

Or dans l'avis de la MRAe il est clairement précisé qu'il existe dans un rayon de 3 kms une vingtaine d'exploitation dont 7 sont soit soumise à enregistrement soit à autorisation. Il doit être possible de recueillir un minimum de donnée pour faire une estimation des éléments nécessaires à prendre en compte pour au moins modéliser l'impact cumulé de ces exploitations dans le rayon considéré (dont je rappelle que le centre se situe au niveau des riverains de la Croix du Bac).

Dans son dossier la société SARL Warembourg ne prévoit même pas la mesure des quantités de polluants qu'elle libère dans l'air tel que les particules fines ou l'ammoniac, ces quantités ne sont donc que le résultat d'une estimation sans qu'aucun contrôle par la mesure, pendant l'exploitation, ne viennent corroborer les valeurs prises en compte.

Pire encore cette dernière précise page 169 chapitre 38.15.4 :

« En raison du coût important et de la faible quantité de poussières émises par l'élevage, la concentration de poussières, le débit de renouvellement d'air et les facteurs d'émissions ne seront pas mesurés, ni calculés. »
Ces polluants seront donc extraits du bâtiment par les ventilateurs situés en toiture, charge aux vents (dominants ou pas) de les disperser dans l'environnement ... !

- Page 9 : à propos de l'épandage sur les ilots extérieurs à l'exploitation en regard des objectifs de conservations des sites Natura 2000 relève les conclusions du dossier en citant ce dernier ainsi : *[...l'évaluation de l'incidence conclut que le projet n'aura pas d'impact significatif au regard des sites Natura 2000]* et ce, précise l'avis de la MRAe, *« à partir de justifications très vagues. »*

Effectivement en ce qui concerne le plan d'épandage certaines dispositions sont ... vagues et pas seulement les justifications mais certains scénarii ne sont pas évoqués.

Que deviennent par exemple les quantités de fumier à éprendre pendant la seule période autorisée et qui seront stockées tout au long de l'année sur les parcelles « sensibles » et qui ne pourront pas être épandue en cas de crue ?

Ces quantités s'additionneraient alors à celles que continuerons de produire l'élevage.

Dans ces conditions, comment seront alors respectées les normes d'épandages vis-à-vis des doses maximales de polluants avec des quantités supérieures à celles considérées dans les modèles de calcul ?

Comment seront acheminées les quantités industrielles de fumier à épandre étant donné que ces dernières seront à transporter et à stocker sur des sites éloignés du lieu de production et ce dans un temps très court puisqu'il faut vider et nettoyer les bâtiments avant le prochain cycle de production et qu'il n'y aura pas de « stockage tampon » sur l'exploitation ?

Dans le même ordre d'idée, les surfaces nettes d'épandage sont le résultat d'un tracé précis et complexe à réaliser avec un engin agricole (arc de cercle autour d'un tiers). Comment garantir que ces exclusions de surface soient respectées lors des opérations sur le terrain sauf à les diminuer d'un périmètre de sécurité et par conséquent de les réduire ?

Les eaux de lavages seront également épandues dans les ilots. Or ces dernières contiendront des produits comme eau de javel 9.6 %, PROXITANE 5 :23, produits pour lesquels leur fiche de données de sécurité précise explicitement qu'ils ne doivent pas être rejetés dans la nature.

Quant au plan de gestion des odeurs, son élaboration même est remise à plus tard

Le chapitre 18 du dossier de la SARL Warembourg, traitant du calcul des émissions sonores, nous explique, chiffres à l'appui, que l'élevage de 117 000 poulets répartis dans plus de 5000 m² de bâtiments ne ferait pas plus de bruit que l'actuel élevage de pommes de terre et d'oignons ...

Qui plus est, dois-je comprendre entre les lignes du tableau n°42 de la page 88 que les chargements et déchargements des animaux seront effectués de nuit entre 22h et 6h (!) et que cette donnée ne serait même pas intégrée dans les calculs ?

Je m'étonne que ne soit pas pris en considération ou abordé l'avenir des arbres situés sur la parcelle voisine (n°115). En effet cette plantation est destinée à l'élevage d'arbres et dont l'abattage prochain aura pour conséquence de faire disparaître « la barrière naturelle » entre les bâtiments d'exploitation et les habitations de la Croix du Bac.

Dossier page n°137 chapitre n° 31.3.2 :

« Les surfaces entre le site et les riverains sont en herbes et des arbres et haies sont présents, limitant les envols de poussières en direction des riverains. »

Je m'étonne également que le permis de construire n°059 581 19 O 0010 ait été délivré le 17 octobre 2019.

Alors que le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet d'un avis de la Mission régionale d'autorité environnementale des Hauts de France n° MRAe 219-3021 le 25 octobre 2019 soit 8 jours après.

Alors qu'à ce jour l'enquête d'utilité publique est toujours en cours, et que dans sa publication est précisé qu'à l'issue:

« ... et le maire de STEENWERCK rendra sa décision d'accord ou de refus de permis de construire »

Ainsi, je suis opposé et extrêmement inquiet, principalement pour les raisons évoquées dans la présente, que puisse être délivrée une autorisation d'exploitation d'une ferme industriel de 177 600 « emplacements » élevés dans des conditions déplorables (21 au m²) et de plus nourris à base d'alimentation contenant des OGM.

Jean-Yves KNAFF, le 4 octobre 2020